

Nacira GUÉNIF-SOUILAMAS, dir., *La République mise à nu par son immigration*

Paris, Éd. La Fabrique, 2006, 220 p.

Laurent Trémel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7785>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

ISBN : 978-2-86480-828-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Laurent Trémel, « Nacira GUÉNIF-SOUILAMAS, dir., *La République mise à nu par son immigration* », *Questions de communication* [En ligne], 10 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 07 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7785>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

Tous droits réservés

Nacira GUÉNIF-SOUILAMAS, dir., *La République mise à nu par son immigration*

Paris, Éd. La Fabrique, 2006, 220 p.

Laurent Trémel

RÉFÉRENCE

Nacira GUÉNIF-SOUILAMAS, dir., *La République mise à nu par son immigration*. Paris, Éd. La Fabrique, 2006, 220 p.

- 1 Cet ouvrage collectif rassemble les contributions de huit auteurs : Saïd Bouamama (socio-économiste), Christine Delphy (sociologue), Nacira Guénif-Souilamas (sociologue), Éric Macé (sociologue), Joëlle Marelli (philosophe), Laurent Mucchielli (sociologue et historien), Joël Roman (philosophe), Patrick Simon (socio-démographe). D'emblée, on se rend compte que nous affaire à un propos engagé, pour ne pas dire dénonciateur. Le but de l'ouvrage est de montrer le paradoxe d'une République se revendiquant en tant que telle, mais qui, selon les auteurs, abandonnerait les « valeurs » qu'elle prône, alors qu'elle prendrait en considération les « problèmes » posés par certaines catégories de sa population – les familles issues de l'« immigration postcoloniale » – au profit d'un discours stigmatisant et d'un appareillage répressif.
- 2 L'introduction, rédigée par Nacira Guénif-Souilamas, donne le ton. Ce texte, intitulé « La république aristocratique et la nouvelle société de cour », tend à démontrer la « pérennisation d'un ordre inégalitaire » p. 7) en France, comparable en fait « à la société absolutiste française du Grand Siècle » (règne de Louis XIV), où des élites « autoproclamées » bénéficieraient de privilèges comparables à ceux de l'Ancien Régime, alors que les populations issues de l'immigration, en raison de leur naissance, se verraient maintenues dans un état d'inféodation, fondé sur des bases idéologiques héritées de

l'époque coloniale, et sur un modèle socio-économique leur attribuant des places subalternes de façon quasi inéluctable.

- 3 L'article de Laurent Mucchielli, « Immigration et délinquance : fantasmes et réalités », traite de la criminalisation de la figure « des jeunes issus de l'immigration ». L'auteur ne nie pas que le taux de délinquance affectant cette population est élevé, et il montre bien de quelle manière les jeunes issus de ces familles, du fait de la précarité économique dans laquelle ils vivent, ont rapidement conscience de la place de dominés qu'ils auront au sein d'une « société de consommation », à laquelle ils ne pourront participer pleinement. Mais il insiste surtout sur les clichés « irrationnels », empreints de peurs et de fantasmes, construits peu à peu sur ces personnes, qui génèreraient selon lui les principaux biais. L'un des exemples donné apparaît particulièrement probant : si, dans certaines « cités », on ne constate pas une « surreprésentation » des populations issues de l'immigration au niveau des phénomènes de délinquance, ce sera *a contrario* le cas dans la ville emblématique de Mantes-La-Jolie. Ainsi Laurent Mucchielli met-il à jour les biais engendrés par les discours politiques et médiatiques sur ces populations, finissant, au bout du compte, par intérioriser, à défaut d'autres alternatives, l'image sociale que l'on projette sur eux. On relève aussi dans ce texte des analyses très pertinentes sur la constitution de « l'identité délinquante ».
- 4 La contribution de Joël Roman traite de la notion de laïcité. Actuellement, la tendance est d'accuser certaines pratiques liées à l'islam d'être opposées à la laïcité et de menacer la République. L'auteur se livre donc à une analyse socio-historique de la période récente (depuis la fin des années 60), pour resituer les débats ayant trait à cette notion, en démontrant que les conceptions du « modèle républicain » ont elles-mêmes évolué (le concept semble fortement questionné en 1968, alors qu'il retrouve sa légitimité à la fin des années 80). Face aux questionnements, multiples, l'affectant, face à la mise en avant de la lutte contre « l'obscurantisme », Joël Roman ironise : « À l'heure du triomphe des marques, de la télé-réalité, des jeux de hasard, des menaces virtuelles, de l'horoscope et des extraterrestres, il faut être atteint d'une certaine myopie ou d'un certain strabisme pour ne voir que des foulards. » (p. 79).
- 5 La réflexion de Christine Delphy porte sur l'analyse des arguments « féministes » développés lors des débats sur le « foulard islamique ». Elle montre comment, au cours des années 90, l'image de l'immigré comme oppresseur de la femme, voire comme « délinquant sexuel » s'est constituée. Sans nier, là encore, l'existence de certains phénomènes, elle note, par exemple, que les viols collectifs (appelés parfois « tournantes ») ne constituent que 6 % du total de ces crimes. D'où l'hypothèse que la dramatisation et la médiatisation excessive de ces phénomènes ne seraient que le reflet du processus visant à attribuer aux populations des « banlieues » des mœurs « barbares ». Elle souligne que le problème de la domination et de l'oppression ne peut être posé, dans une perspective sociologique, en prenant en compte uniquement la perspective « domestique », qu'il doit aussi intégrer les processus de domination sociale de certains groupes sur les autres.
- 6 Ce questionnement est prolongé par Nacira Guénif-Souilamas dans une contribution très justement intitulée « La Française voilée, la beurette, le garçon arabe et le musulman laïc : les figures assignées du racisme vertueux ». La sociologue insiste ici sur la constitution de stéréotypes – évoquant même le terme d'« images virtuelles » (p. 109) – largement diffusés dans l'opinion publique, répondant à une perspective dichotomique. D'une part, on trouve les « méchants » : « la femme voilée » (symbole de l'arriération), « le garçon

arabe » (difficile à civiliser, proche de l'état de nature, violeur, etc.) ; d'autre part, les « bons » avec les figures de la sympathique « beurette », participant à la modernité et à la société de consommation (« endossant les attributs de la féminité et manifestant leur obéissance à l'esthétique de la sexualité prescrite », p. 125), et du « musulman laïc », apprécié pour ses tentatives d'assimilation, mais pas encore complètement intégré. Relevant le caractère réducteur de ces approches, l'auteure souligne qu'elles participent à ce qu'elle qualifie « d'assignation à la différence », interdisant les « identifications multiples » relevant selon elle de la « réalité complexe » du monde contemporain.

- 7 Un autre moyen de stigmatiser aujourd'hui les populations des « cités », notamment si elles sont d'origine musulmane, est de leur prêter des pensées et des comportements antisémites. Ce point est analysé par Joëlle Marelli. Ainsi la philosophe présente-t-elle comme emblématiques de cette tendance les ouvrages de Pierre-André Taguieff, ayant connu une certaine audience auprès des médias, qu'elle décrit en des propos très durs : « [...] manque de rigueur intellectuelle et historique, parti pris islamophobe, anti-arabe et, disons-le franchement raciste, ce qui ne veut pas dire projuif » (p. 139). Elle en vient alors à présenter son hypothèse à propos de la façon dont, dans une perspective ambiguë selon elle, certains en appellent à accorder une protection effective et symbolique à une minorité historiquement stigmatisée (les Juifs de France), pour mieux dénoncer le « comportement » d'une autre minorité sur laquelle on veut actuellement jeter l'opprobre : « [...] appeler à la détestation sur une autre minorité, plus importante en nombre et moins bien défendue par les barrages de la mémoire collective et des institutions faites pour garantir les droits de tous » (p. 139). Reprenant des éléments historiques, attenants notamment à l'histoire de l'Algérie (attitude courageuse des Musulmans de Constantine face aux mesures anti-juives de Vichy), questionnant les incidences du contexte géopolitique (terrorisme d'origine moyen-orientale, Palestine) sur la situation de l'Hexagone, elle souligne – sans nier là encore de possibles phénomènes d'identification chez certains jeunes – que les réactions de « soutien » des Musulmans de France face à ces conflits où sont impliqués des personnes de la même religion sont loin d'être évidentes et que l'hypothèse d'un « choc des civilisations », dont une des conséquences serait un regain d'antisémitisme dans les banlieues tient largement du fantasme. En revanche, Joëlle Marelli explique comment, des jeunes, délégitimés dans leur existence quotidienne, ne pouvant s'intégrer pleinement à la société, peuvent mal vivre le fait que certains penseurs se revendiquant de la République érigent en exemple « l'intégration des Juifs » pour mieux les stigmatiser, et qu'il peut en naître du ressentiment à l'égard d'une population qu'ils estiment « privilégiée ».
- 8 L'article de Patrick Simon éclaire la problématique de l'ouvrage à partir d'une question elle aussi concrète : celle des discriminations. Il défend l'hypothèse qu'en parallèle à la mise en place d'un appareillage, symboliquement fort, de « lutte contre le racisme », la France ferme les yeux sur les discriminations quotidiennes dont sont victimes les populations d'origine étrangère. Pour appuyer sa démonstration, l'auteur développe une perspective socio-historique et socio-économique, expliquant comment, suite à la « crise » endémique que nous vivons depuis le milieu des années 70, la société n'est plus en mesure de proposer des perspectives de mobilité sociale aux plus modestes. Il décrit alors « une société complètement verrouillée par ses élites, saturée de sélections, de l'école à l'entreprise en passant par le logement ou les loisirs » (p. 168). Confrontés le plus directement aux phénomènes de relégation, les « immigrés » « rendent visible l'inégalité par leur simple présence dans des espaces discrédités. En retour, leur concentration vaut

pour une disqualification des quartiers et des établissements [scolaires] » (p. 168). Et l'auteur de souligner ici les importants phénomènes de déqualification touchant la population des jeunes « issus de l'immigration » diplômés se présentant sur le marché du travail, attestant que les promesses de mobilité sociale formulées vis-à-vis des plus pauvres ne pourront être tenues. C'est dans ce contexte que se développent des discriminations de toutes sortes, contribuant à maintenir ces populations « à leur place » pourrait-on dire... Patrick Simon n'a alors pas de propos assez durs pour manifester son indignation : « [...] la France [...] se refuse à considérer que les discriminations sont produites par la société en tant que système. [...] Les discriminations sont inscrites au cœur même du modèle politique. La cécité volontaire à l'égard du passé esclavagiste, colonial et institutionnellement xénophobe de la République constitue l'une des explications à la puissance du système discriminatoire que l'on a pu qualifier de "modèle français de discrimination" » (p. 176).

- 9 Pour sa part, Éric Macé aborde une question elle aussi essentielle étant donné l'importance prise par les médias dans notre existence quotidienne (notamment chez les enfants et adolescents) : celle de la représentation des divers groupes ethniques dans les programmes télévisés. Là encore, l'auteur soutient d'emblée la thèse que les « minorités non-blanches » (sic) seraient victimes de discriminations au travers du petit écran. Cette discrimination tient en premier lieu à leur sous-représentation « statistique » pourrait-on dire (elles n'apparaissent pas ici dans une proportion comparable à leur poids démographique), mais également dans le fait que les fictions télévisuelles ou les publicités cantonnent leurs représentants dans des « rôles » constituant souvent des stéréotypes. Concernant le premier point, Éric Macé souligne également que la diffusion de séries télévisées américaines permet d'augmenter le nombre de Noirs que l'on peut apercevoir et que ce sont en fait les populations « arabes » qui apparaissent le plus sous-représentées, ce qui se révèle problématique au regard de la composition des populations d'origine étrangère vivant sur notre sol. Même si ce point a déjà été mis en évidence dans d'autres écrits (on pensera notamment aux travaux de chercheurs américains sur la « *black exploitation* », dans les années 70), les éléments qu'il fournit pour démontrer la constitution des stéréotypes apparaissent très probants : dans les fictions ou les spots publicitaires, les Blancs se voient pourvus en plus forte proportion de postes de dirigeants ou d'emplois de cadres, alors que les Noirs apparaissent encore dans des rôles « folklorisés » (« danseur noir comique et ridicule » p. 183 ; « marabout-escroc caricatural [...] parlant petit nègre et doté d'une peau de léopard » pp. 183-184). Il démontre aussi comment, dans une proportion non négligeable, certains films, téléfilms ou séries télévisées mettent en scène des personnages « non blancs » présentant une menace pour la société et l'ordre social : immigrés jaloux de la place des blancs et haineux, jeunes des banlieues prêts à tout pour devenir des « stars », quand ce n'est pas des terroristes... L'auteur souligne en conclusion que même si le rétablissement d'un meilleur « équilibre » lui paraît nécessaire, celui-ci ne doit pas apparaître non plus comme une sorte « d'alibi » où l'on ferait un effort au niveau du petit écran alors que les inégalités perdureraient dans le monde réel. Il en appelle donc à une réflexion globale sur ces questions.
- 10 L'ouvrage se clôture par une réflexion de Saïd Bouamama sur la façon dont la « question » de l'immigration a été « politisée ». Il dresse pour cela un historique composé de trois périodes. Lors de la première (de 1945 aux années 70), l'immigration ne constitue pas un enjeu politique, ni même un véritable « problème » aux yeux des dirigeants : le travail des immigrés est alors perçu comme économiquement nécessaire et leur présence sur le sol

français est considérée comme « provisoire ». Avec la crise économique, le tableau va se modifier. Saïd Bouamama traite alors de la période 1970-1980. Celle-ci se caractérise par plusieurs facteurs aboutissant à la constitution de l'immigration en « objet politique » : le maintien des immigrés sur notre sol, avec la constitution de familles, la naissance d'enfants, rend leur existence plus « visible », alors qu'en parallèle, le développement du chômage de masse conduit à questionner le bien-fondé de leur présence. L'auteur relève ainsi des phénomènes nouveaux tels que l'utilisation par l'extrême droite de « l'immigration », mais aussi le désir des enfants d'étrangers vivant en France d'obtenir des droits analogues à ceux de leurs pairs en âge. Il analyse, dans cette perspective, la création « de SOS racisme » comme une tentative de récupération politique de la part du PS d'un mouvement citoyen commençant à se développer parmi les enfants d'immigrés, alors que, en parallèle, les moyens économiques et sociaux ne suivront pas. Enfin, il décrit une troisième époque, dont les termes sont résumés dans le titre du paragraphe qui lui est consacré : « Les quotas d'immigration, les « ghettos » et l'ennemi de l'intérieur » (p. 209).

- 11 Assurément, voici là un ouvrage d'un intérêt certain. En dehors des thèmes qu'il aborde, le volume pose, en effet, un certain nombre de questions interrogeant directement les sciences sociales. Nous allons en présenter ici quelques-unes, sans souci d'exhaustivité. La première a trait, à notre sens, à la place des sciences sociales dans nos sociétés. Historiquement, celles-ci ont souvent été très proches de mouvements politiques se présentant comme « progressistes » : que l'on se souvienne par exemple de l'engagement des anthropologues et des ethnologues dans le mouvement de décolonisation après la seconde guerre mondiale, ou encore du rôle joué par la sociologie dans la constitution du mouvement de mai 1968 et de ses prolongements, en France. En ce sens, *La République mise à nu par son immigration* renoue pleinement avec la tradition de critique sociale, tout comme, d'ailleurs, avec la tendance manifestée dans certains travaux de sciences sociales de victimiser les populations étudiées, en mettant à jour les injustices qu'elles subissent. Cette conception de l'objet et du rôle des sciences sociales est toutefois loin de faire l'unanimité, et cet ouvrage risque également de s'attirer son lot de détracteurs. Le vocabulaire critique, pouvant parfois être jugé outrancier, risquera de rebuter les partisans de la « neutralité axiologique » tout comme ceux qui pensent que le rôle des sciences sociales n'est pas de polémiquer, mais de fournir aux politiques des données objectives ou des outils afin de pouvoir aider à gouverner (bon nombre de sociologues en appellent aujourd'hui au « pragmatisme » et n'hésitent pas à faire travailler leurs étudiants, ou à travailler eux-mêmes pour les gouvernements en place, les grandes entreprises, etc., en développant une sorte « d'ingénierie sociale »). Si nous nous reconnaissons personnellement plutôt dans le premier mouvement que dans le second, il n'en reste pas moins vrai que certaines prises de position de ce collectif d'auteurs nous paraissent malgré tout interrogeables. Ceux-ci décrivent une société bloquée où règne le racisme, où les dominants asservissent économiquement, politiquement et culturellement les dominés. Parfois, on peut se demander s'ils n'ont malgré tout pas tendance à noircir le trait. Prenons par exemple le cas de l'école : sans nier les phénomènes de relégation, l'existence « d'exclus de l'intérieur » pour reprendre le mot de Pierre Bourdieu et Patrick Champagne, ni, aujourd'hui, les phénomènes de déqualification, l'objectif des « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » a permis à de nombreuses familles de milieux populaires de voir leurs enfants réussir scolairement et d'acquérir un niveau d'études, une instruction, qui n'était pas permise il y a trente ans. On cerne encore mal, aujourd'hui, les conséquences à long terme de ce

processus : en dehors du fait que les cas de réussite et d'intégration existent malgré tout, la rancœur des jeunes diplômés « recalés » ira-t-elle se fondre dans la violence anémique de certaines « cités » ou donnera-t-elle naissance à un nouveau mouvement politique ? Mais on imagine mal, si la société était aussi totalitaire et fermée que les auteurs la décrivent, pourquoi elle aurait ainsi donné la possibilité à une partie de la population de se forger les armes lui permettant de comprendre et de démystifier les mécanismes engendrant sa propre relégation. De même, si les auteurs sont prompts à « victimiser » les populations pauvres issues « de l'immigration post-coloniale », n'ont-ils pas un peu tendance à se focaliser sur ces groupes sociaux en oubliant le sort d'autres populations caractérisées par des conditions socio-économiques d'existence proches : *quid* de la misère atteignant aujourd'hui une partie importante du prolétariat non issu de « l'immigration post-coloniale », du Nord et de l'Est de la France par exemple, ayant du faire face à la fermeture des mines et des usines ? *Quid* de la misère d'une partie du monde agricole composé de « français de souche » ? Certes, ces populations sont moins médiatisées, mais doit-on définitivement les abandonner à l'extrême droite et ne plus se soucier de leur sort ? Cette focalisation et les « oublis » qu'elle engendre nous semblent constituer l'une des principales faiblesses de l'ouvrage, auquel on peut malgré tout reprocher des dimensions « partisans », voire de ne pas être exempt d'un soupçon de parisianisme : en voulant prendre le contre-pied de certaines « modes » intellectuelles – pensée sécuritaire associant aujourd'hui des figures emblématiques de la « gauche » intellectuelle à des cadres de l'UMP – à l'approche des échéances électorales, le propos ne participe-t-il pas lui aussi à cet « effet » de mode au détriment d'une approche sociologique plus objective et plus exhaustive ? Toutefois, ces critiques ne doivent pas conduire à faire oublier l'intérêt de cette publication pour les chercheurs en sciences de l'information et de la communication, qui y trouveront, notamment suite à l'analyse peu complaisante des biais générés par les discours médiatiques sur « l'immigration », où encore sur la façon dont les médias génèrent des « identités virtuelles » illusives, source de réflexion dans le cadre de leurs propres travaux.

AUTEURS

LAURENT TRÉMEL

Musée national de l'éducation, INRP, Rouen